

L'hon. M. Pepin: Puis-je poser une question. Le député voudrait-il nous donner le chiffre des augmentations de prix de ces poissons depuis un ou deux ans?

M. Lundrigan: Allons donc! Le ministre va-t-il dire que, sous prétexte qu'il y a eu sur le marché américain un resserrement qui permet au pêcheur de vendre son produit à un prix légèrement supérieur, nous devrions pouvoir sacrifier ce léger bénéfice?

L'hon. M. Pepin: Non, monsieur l'Orateur. Tout ce que je voulais, c'était que le député présente la situation dans son ensemble, et pas seulement en partie.

M. Lundrigan: Je sais parfaitement que ces dernières années, par suite de l'épuisement des réserves de poisson au large de nos côtes, la demande s'est accrue, et il en est résulté une hausse du prix payé sur le marché américain. Cela signifie tout simplement que les pêcheurs peuvent se permettre d'acheter du pain deux fois par semaine. Le ministre veut-il que nous retombions dans une situation de famine?

Je voudrais essayer de transposer en termes réels, pour la gouverne du ministre, certaines répercussions de la surtaxe américaine. Les pêches canadiennes perdront entre 3 millions et 3 millions et demi. Pour la morue seulement, il y a une augmentation d'environ un cent la livre, soit une perte de \$60,000. Dans le cas de la plie, une augmentation de 2¼c. la livre entraînera une perte de \$122,000. Diverses espèces de poissons plats, réfrigérés ou congelés et semi-congelés, accuseront une perte d'un million et demi, et le hareng apprêté ou conservé, \$120,000. Les pêches canadiennes ne peuvent tolérer une perte de trois millions et demi en revenu à l'heure actuelle.

Le gouvernement canadien prétend qu'il ne peut aider ces industries pour plusieurs raisons, entre autres que c'est le consommateur américain qui en profitera. Mais voyons, monsieur l'Orateur, la plupart des chaînes d'alimentation des États-Unis ont refusé d'augmenter le prix à la consommation de ce produit, si bien que cela reviendra au producteur primaire, à savoir le pêcheur. Le programme visant à aider nos industries secondaires de fabrication stipule qu'une industrie n'est admissible que si elle peut prouver qu'elle a subi une diminution de l'emploi. La pêche ne peut montrer qu'elle a subi une telle diminution, monsieur l'Orateur, seulement une très forte diminution du revenu des pêcheurs. A vrai dire, si initialement le marché américain peut absorber la faible différence de prix dans quelques semaines ou quelques mois, ce qui aurait été une faible hausse du coût pour le consommateur américain se répercutera sur le producteur, et les pêcheurs du Canada seront les perdants.

Il y aurait lieu de réexaminer d'une façon plus minutieuse tout le programme d'assistance afin d'offrir soit des subventions à l'exportation soit des indemnités aux producteurs. Il faut trouver un moyen de compenser la perte subie par les agriculteurs, les travailleurs forestiers et les pêcheurs. Notre gouvernement doit faire un effort délibéré afin d'empêcher le dollar canadien d'excéder la parité avec le dollar américain, comme le prévoient et l'espèrent plusieurs pays d'Europe. Si cela se produit et que nous perdions quatre ou cinq cents de plus par livre sur ces exportations, nous risquons de voir disparaître une industrie nationale d'importance majeure.

Je voudrais passer à un autre sujet pendant quelques instants, monsieur l'Orateur, et revenir à une question qui a déjà été abordée, c'est-à-dire l'attitude isolationniste actuelle des États-Unis. Au Canada, on tente vraiment de nous fourvoyer et de nous faire croire qu'il n'y a pas de chômage au Canada, sauf celui qui sera créé par la décision américaine, qu'il n'y a pas eu de chômage l'an dernier et que le seul problème qui se pose pour nous à l'heure actuelle est la répercussion de la surtaxe de 10 p. 100 et l'effet futur du programme DISC. Je n'oublie pas qu'au printemps de 1971, d'après Statistique Canada, trois quarts de million de Canadiens étaient sans travail. Je n'oublie pas qu'il y avait des indigents à Vancouver le printemps dernier et que le malaise qui y régnait inquiétait vivement les dirigeants locaux.

Je n'oublie pas les voyages du chef de l'opposition (M. Stanfield) à Toronto et ailleurs, pour constater l'agitation, la véritable consternation et le désespoir des gens sans travail et sans assistance sociale parce que les municipalités étaient incapables d'acquitter les frais des programmes de bien-être. Je ne l'oublie pas, monsieur l'Orateur. La chose s'est produite sans que les États-Unis s'en mêlent. Le Canada devra faire face cet hiver au pire chômage qu'il ait jamais connu. Monsieur l'Orateur, ne nous laissons pas leurrer au point de croire qu'un programme de 80 millions de dollars résoudra les problèmes économiques de notre pays.

Je n'aime pas dire cela du ministre de l'Industrie et du Commerce, car j'ai beaucoup d'estime pour lui, mais je dois dire qu'à cause de l'attitude officielle du bureau du premier ministre (M. Trudeau) et de cet homme—qu'importe son nom—cet homme qui traite cavalièrement le sous-ministre et rabroue tout le monde—il fait partie du bureau du premier ministre—je crois que plusieurs membres du cabinet se réjouissent intérieurement d'avoir trouvé le bouc émissaire qu'ils cherchaient depuis quelque temps. Ils croient pouvoir dire que tous les problèmes du Canada sont causés par les actions du gouvernement américain. Qu'aucun Canadien ne s'y laisse prendre. C'est une situation politique bien confortable pour le premier ministre et ses collègues du cabinet. Nous exigeons une déclaration officielle de la position du gouvernement sur le chômage causé par l'exagération de la gravité de l'inflation et par des politiques économiques qui ont fait long feu depuis quelques années.

● (3.20 p.m.)

J'ai demandé tout à l'heure au premier ministre suppléant (M. Sharp) qui a toujours eu l'art de se défilier habilement pendant la période de questions—il peut parler pendant des mois sans rien dire—si le gouvernement avait quelque stratégie importante pour combattre le chômage. Il a débité des fadaïses comme d'habitude. Je ne m'étonne pas que les jeunes Canadiens qui suivent le processus politique au Canada soient déçus des institutions politiques quand ils entendent les déclarations de personnes comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui, à l'occasion, est notre premier ministre suppléant.

C'est dès maintenant que le gouvernement doit faire connaître sa position sur le chômage. Quelles sont ses prévisions? Je sais qu'une foule d'études ont été faites. Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M.